



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

J.-M. Boussard, *L'agriculture et l'inflation (2e partie)*

Citer ce document / Cite this document :

J.-M. Boussard, *L'agriculture et l'inflation (2e partie)*. In: *Économie rurale*. N°138, 1980. pp. 43-44;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_138_1_2723

Fichier pdf généré le 08/05/2018

fait que l'agriculteur devient de plus en plus un fournisseur de matières premières ?

III. — Présentation de la communication de C. REBOUL : Inflation et choix techniques.

Va-t-on, du fait de la crise, vers le choix de techniques utilisant plus de travail ? La réponse de C. REBOUL à cette interrogation est nettement négative.

Plusieurs questions sont posées à l'intervenant qui peut ainsi préciser sa pensée :

- Le système capitaliste actuel est très bien adapté à la crise et C. REBOUL ne voit pas à moyen terme ce qui justifierait un changement dans les choix passés et présents. Ceux-ci restent basés sur la recherche d'une productivité accrue du capital et sur la concentration des exploitations.

- Il faut, selon lui, raisonner dans le cadre d'un système de production donné. Dans ce cas, on constate statistiquement et on sait par enquête que les agriculteurs n'envisagent pas de recourir, sauf exception, à un plus grand emploi de la main-d'œuvre. L'effectif de celle-ci décroît ou reste constant dans les exploitations. Ceci n'exclut pas, bien entendu, une plus grande utilisation du travail de l'effectif de travailleurs présents, notamment dans les petites exploitations (bricolage accru, utilisation et entretien d'un matériel vieilli, etc.).

- La question de l'endettement ne lui semble pas devoir changer ses conclusions. Selon C. REBOUL, sauf cas particulier, le conseil de gestion individuel devra prendre en considération et proposer des choix de techniques économisant le travail, notamment au niveau de la mécanisation.

- 2^e partie -

Rapporteurs : J.M. BOUSSARD, en coll. avec les auteurs des exposés

M. PORTUGAL présente son analyse des relations entre agriculture et inflation. Si l'on admet que le meilleur indice de prix est celui du "déflateur de la VAB", lequel est la moyenne pondérée de ceux de chaque secteur de l'économie, on trouve que la contribution de la branche "agriculture" belge à cet indice est négative. L'agriculture a donc eu un rôle déflationniste au cours des années 70.

Par ailleurs, quel est le rôle des prix "à la porte de la ferme" dans l'évolution des prix de détail alimentaires ? L'auteur montre que la part des prix agricoles dans les prix de détail a constamment diminué au cours des années 70. D'autre part, les hausses de prix des facteurs de production agricole ont été faibles. Enfin, la part des facteurs spécifiquement agricoles dans la production agricole (au bénéfice de la part des industries de l'amont) a également diminué. Il en résulte que les hausses de prix spécifiquement agricoles n'expliquent qu'une très faible part - de l'ordre de 1% - de la hausse des denrées alimentaires. Par contraste, la hausse des facteurs liés à la distribution en explique 52%, et celle des IAA, 30%.

En revanche, les répercussions de l'inflation ont été sévères pour les agriculteurs. Elle a rendu difficile le calcul économique et a amputé leurs revenus. Les pertes de revenu réelles des agriculteurs ont été très supérieures à celles des salariés. Ces pertes de revenu n'ont même pas été compensées par des gains en capital, car les prix des terres n'ont pas augmenté au même rythme que les autres prix, contrairement à une opinion courante.

Ainsi quel que soit l'angle sous lequel le phénomène est analysé, l'agriculture a joué un rôle modérateur du processus inflationniste, et cela, au détriment du bien-être des familles agricoles.

Au cours de la discussion, il apparaît que la majorité des intervenants est d'accord avec l'orateur. Ce-

pendant, ses conclusions sur les valeurs foncières sont contestées, au cours d'un débat assez technique.

L'étude de MM. BONNAYS et BOURGEY avait pour objet de répondre à la question : existe-t-il une relation de diffusion de prix entre les différents stades de formation des prix agro-alimentaires ? Si l'inflation est d'origine agricole, les variations de prix au stade de la production doivent se répercuter dans un délai bref et avec une bonne concordance à des stades ultérieurs, notamment au détail. Par contre s'il n'y a pas de relation entre le prix à la production et le prix de détail, même si le prix à la production a une certaine importance, il n'explique pas directement le prix de détail : en conséquence, une variation soudaine (hausse, baisse) des prix agricoles ne conduit pas à une répercussion mécanique sur les prix de détail.

Six produits agricoles de "base" (blé tendre, vin de consommation courante, gros bovins, porc, poulet et lait), quatre niveaux de prix (européen, production, gros et détail) observés mensuellement de 1963 à 1978 pour ces six produits ou leurs dérivés, telles sont les données utilisées pour l'étude. La méthode d'analyse repose sur l'application d'outils économétriques, la démarche consistant à relier entre elles les différentes séries d'un même produit sous forme d'équations en suivant un certain cheminement logique de fixation de prix : prix européen, prix à la production, prix de gros et prix de détail. Afin de déterminer la part mécanique de répercussion des prix aux différents stades de formation en aval, l'analyse s'effectue non pas sur les séries brutes de prix, mais sur trois types de séries déflatées : séries en variation sur un mois, séries en variation sur un an, logarithme des séries.

En restant dans le cadre d'une synthèse de l'ensemble des résultats plusieurs idées se dégagent :

chercher une relation prix européen-prix à la production nécessiterait des investigations supplémentaires ; les prix pratiqués sur les marchés de gros (exception faite pour le produit poulet) restent toujours plus proches de ceux du marché de détail que du marché de production ; l'existence d'une bonne relation entre les prix à la production et les prix de détail est dépendante du degré de transformation du produit considéré ; il semble difficile de parler d'atténuation ou d'amplification des prix à la production par les prix de détail ; enfin, si le prix de la matière première agricole provoque une réaction plus faible que celle de l'effet mécanique de transmission de prix (caractère non inflationniste) il aurait, sur le prix de l'alimentation, une importance finale très supérieure à l'effet direct et conditionnerait l'évolution du coût du système de transformation-distribution.

Après la présentation de cette étude, plusieurs remarques et interrogations ont été discutées : d'une part, quant à la méthode d'analyse, la prise en compte de variables explicatives décalées, l'amélioration des résultats en travaillant sur des périodes plus courtes, le choix des séries de prix européens ; d'autre part, des spécialistes de produits étudiés (gros bovins, vins) ont complété et nuancé les résultats statistiques obtenus pour ces produits et les interprétations économiques développées dans l'étude.

L'intervention de MM. HASSAN et VIAU a porté sur l'évolution comparée des prix agricoles dans les pays de la CEE au cours des années 70.

Pour autant qu'on puisse conclure à l'effet inflationniste ou non-inflationniste des prix agricoles en comparant leur évolution à celle du prix du PIB, il est possible de dire pour la période 1970-1979 que les prix agricoles ont eu un effet généralement déflationniste, à l'exception toutefois des pays à forte inflation : Royaume-Uni, Italie, Irlande.

Cette différence de rôle des prix agricoles dans l'inflation selon les pays peut être attribuée, au moins en partie, aux effets des divergences monétaires sur le mécanisme de fixation des prix communs. Dans la

mesure où ces divergences monétaires traduisent une inégalité structurelle des économies de la CEE face à la crise, le principe de base du Marché Commun Agricole tend à devenir lui-même dans la crise un élément supplémentaire de différenciation des économies de la CEE.

Toutefois ce résultat quasi-mécanique se modifie en fonction de l'évolution du prix des consommations intermédiaires dans chaque pays. La politique agricole conçue, tant au niveau communautaire qu'au niveau national, comme la gestion macro-économique du revenu de l'agriculture, exclut un décrochage important et durable de l'évolution des prix agricoles de celle du prix des consommations intermédiaires qui demeure, en la matière, la variable stratégique.

La discussion a soulevé plusieurs questions. Parmi celles-ci un premier point a porté sur l'importance du choix de l'année de base pour l'examen des tendances et des comparaisons entre pays. En particulier si l'on prend l'année 1973 comme point de départ la dégradation des termes de l'échange entre produits agricoles et consommations intermédiaires est beaucoup plus marquée, la France apparaissant alors dans une position très défavorable.

Un autre point important a concerné la faible augmentation des prix agricoles néerlandais sur laquelle repose en grande partie la forte compétitivité des Pays-Bas. Pour MM. HASSAN et VIAU, cet avantage tient moins à la capacité de l'agriculture néerlandaise à utiliser plus efficacement les facteurs de production achetés qu'au fait qu'elle dispose de ces facteurs à des prix exceptionnellement bas. Cet atout particulièrement net en matière d'aliments du bétail traduit la force de cette industrie aux Pays-Bas, la vocation portuaire et la solidité de sa monnaie. En l'absence d'une évolution plus favorable du revenu de l'agriculture néerlandaise cela pourrait signifier que sa plus grande efficacité technique ne se double pas forcément d'une rentabilité économique supérieure.